

Joe Kent : Israël, la Syrie et l'Arabie saoudite perdent du terrain, les États-Unis doivent partir

Joe Kent est l'ancien directeur du National Counterterrorism Center, qui a démissionné en mars 2026 en raison de la guerre contre l'Iran. Kent sur le conflit saoudo-yéménite, l'instabilité en Syrie, Israël qui est trop sollicité, et pourquoi les États-Unis doivent finir par quitter la région. N'oubliez pas d'aimer, de vous abonner et de partager ! Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Nous recevons aujourd'hui Joe Kent, ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, qui a démissionné en deux mille vingt-six en raison de la guerre contre l'Iran. Eh bien, merci d'être de nouveau avec nous. Je me dis que ce n'était sans doute pas un mauvais moment pour démissionner, puisqu'une erreur aux conséquences potentiellement dramatiques a été commise. Et pas seulement avec l'Iran : c'est toute la région qui est en train de s'embraser. J'ai donc une question plus générale aujourd'hui, parce que nous voyons maintenant que la guerre contre l'Iran ne fait pas que s'étendre : elle déstabilise la région. La Syrie, le Liban, le Yémen, l'Arabie saoudite. Nous assistons aussi à une reprise des conflits en Israël et à Gaza. Et, eh bien, je ne sais pas vraiment par où commencer. Peut-être par l'Arabie saoudite et le Yémen, car nous voyons maintenant que les Saoudiens ont attaqué le Yémen. Il y a les Houthis au Yémen, et les Houthis ripostent. Alors, où cela nous mène-t-il ? Et si les Saoudiens ne peuvent pas gagner sur le champ de bataille, chercheront-ils à faire la paix ?

#Joe Kent

J'espérais que les Saoudiens n'allaient pas aggraver la situation, et qu'ils allaient revenir à ce qui est, selon moi, la seule solution viable. C'est-à-dire que les Saoudiens commencent à conclure des accords avec les Houthis. Mais, enfin, on parle des Houthis, ou d'Ansar Allah. En réalité, c'est une confédération de tribus du Nord. Ce n'est pas forcément un bloc monolithique. Même si, je pense que, compte tenu de leurs succès sur le champ de bataille et de la manière dont la guerre en Iran s'

est déroulée, ils sont actuellement assez soudés et déterminés à rester unis. Cela dit, au Yémen, tout tourne autour des tribus et des accords conclus avec elles.

J'espérais donc que MBS allait s'appuyer sur cet aspect-là, et tendre la main aux Houthis, ainsi qu'à certaines de ces différentes tribus qui sont essentielles à leur réussite. Surtout dans les régions du sud, où les Houthis ont récemment gagné... enfin, ils y bénéficient d'un soutien populaire. Et cela dépasse largement les territoires qu'ils occupent historiquement et sur lesquels ils exercent une forte influence. J'ai donc toujours pensé qu'il y avait un accord à conclure. J'ai passé du temps au Yémen, avant la révolution, quand Ali Abdallah Saleh était au pouvoir, puis après. Et Saleh a dirigé le Yémen pendant assez longtemps parce qu'il négociait constamment des accords.

Il recourait constamment à une forme de ce que nous considérerions comme des pots-de-vin. Mais en réalité, il s'agissait surtout de clientélisme, d'échanges d'otages et d'accords que la plupart des Occidentaux ne comprennent pas vraiment. Je pense que ce sera, au bout du compte, la solution ici. Cela dit, MBS est, je pense, soumis à une forte pression, parce qu'il craint que certains de ses rivaux, en interne, ne profitent du chaos et des tensions pour agir contre lui. Alors, maintenant, il suit plus ou moins notre ligne : il continue de s'entêter et de chercher une solution militaire, dans une situation où il n'existe pas encore vraiment de solution militaire possible.

La plupart des gens regardent le Yémen et n'y voient qu'un pays de plus, dans le sud de la péninsule Arabique. Ils supposent que c'est un désert plat et aride. Ce n'est pas le cas. Les Houthis, Ansar Allah, viennent d'une région montagneuse très difficile d'accès. Et c'est pour cela que nous n'avons pas réussi à les vaincre. C'est l'une des principales raisons de notre échec face à eux en deux mille vingt-cinq. Et c'est aussi pourquoi, en réalité, aucun étranger n'a jamais pu entrer au Yémen et le conquérir. Le pays ressemble davantage à l'Afghanistan qu'à l'Arabie saoudite, vous savez, à ses déserts, ou même, dans une certaine mesure, à l'Irak.

Alors, je ne sais pas pourquoi MBS... Enfin, je comprends plus ou moins pourquoi il le fait. Mais je ne sais pas pourquoi il essaie d'appliquer ce modèle occidental qui consiste à dire : « Je peux simplement écraser mon ennemi, et avec un peu de chance, il finira par se plier à ma volonté. Et je n'explorerai aucune autre option. » S'il ne renonce pas à ça, je pense vraiment qu'il va rallier davantage de gens autour d'Ansar Allah, davantage de ces groupes tribaux autour d'Ansar Allah. Ils vont exercer un contrôle plus important sur le détroit de Bab el-Mandeb. Pour l'instant, on a plutôt de la chance. Car, autant que je puisse en juger, les Houthis se contentent de cibler et de limiter le flux de pétrole et le trafic maritime qui sortent du détroit de Bab el-Mandeb, à destination des Saoudiens et des Israéliens.

Nous avons toujours avec eux une trêve, disons, un cessez-le-feu provisoire. Et c'est aussi le cas pour beaucoup d'autres pays et acteurs du transport maritime. Mais si Ansar Allah subit des pressions, ils pourraient vraiment resserrer l'étau. Ou s'ils, vous savez, s'alignent sur les Iraniens — et les Iraniens leur disent certainement : « Hé, on a vraiment besoin de votre aide. Votre aide nous serait utile pour restreindre les flux de pétrole vers le marché mondial. » La décision d'Ansar Allah de

le faire ou non sera cruciale pour nous. Car si nous subissons une double pression, à la fois depuis Bab el-Mandeb et depuis le détroit d'Ormuz, alors, si nous trouvons déjà les prix élevés aujourd'hui, ce sera bien pire à l'approche de la période électorale et de l'hiver.

#Glenn

Oui, enfin, quand on voit agir MBS, on retrouve un peu la même impression avec Hegseth. Il ne cesse de répéter que le seul message à envoyer, c'est que nous serons implacables, que nous exercerons une pression maximale, que nous utiliserons une force écrasante, et qu'ensuite, ils finiront par se soumettre d'une manière ou d'une autre. Mais ça ne marche pas. Et comme on le voit, cela ne fait qu'aggraver la déstabilisation et réduire certaines options diplomatiques. On ne sait donc pas vraiment dans quelle mesure les Saoudiens sont capables de vaincre les Houthis. Je veux dire, au mieux, ils pourraient semble-t-il les ralentir. Mais s'il n'y a pas de solution militaire, comme vous le dites, et qu'ils en arrivent à la conclusion qu'ils doivent conclure certains accords, à quoi ressembleraient exactement ces accords ? Parce qu'il semble que les principales revendications des Houthis, ou d'Ansar Allah, seraient, vous savez, de mettre fin au blocus. Mais cela les renforcerait considérablement. Ils devraient donc, en substance, accepter presque une nouvelle péninsule Arabique s'ils concluaient de tels accords.

#Joe Kent

Je pense que nous devrions faire pression sur les Saoudiens. Et même s'ils ne veulent pas coopérer sur ce dossier, nous devrions nous adresser directement à Ansar Allah et leur dire : écoutez, vous contrôlez en pratique ce qui était autrefois le nord du Yémen. Car avant les années quatre-vingt-dix, ou la fin des années quatre-vingt, le Yémen était divisé en deux pays : le Nord et le Sud. En réalité, sur la carte, c'était plutôt l'Est et l'Ouest. Les Houthis contrôlent essentiellement ce qui était autrefois le nord du Yémen. C'est de là qu'ils viennent. C'est aussi de là qu'était originaire Ali Abdallah Saleh. Nous devrions simplement reconnaître Ansar Allah comme le gouvernement de cette région. Nous devrions reconnaître que la capitale est Sanaa. Nous devrions lever le blocus. Lever les sanctions. Et, en gros, faire en sorte que le reste du monde nous suive. C'est la même chose que ce que nous avons fait avec al-Sharaa. Et regardez : dans le cas d'al-Sharaa, cela a été une décision majeure pour nous.

Al-Charaa a été membre d'Al-Qaïda en Irak. Il a été membre de Daech. Il a été membre d'Al-Qaïda en Syrie. Il a combattu et, potentiellement, tué des soldats américains. Son organisation, elle, a assurément tué des soldats américains. Quant à savoir s'il l'a fait lui-même, c'est sujet à débat. Et Al-Qaïda est une organisation qui existe pour attaquer les Américains, notamment en venant sur le territoire américain pour nous attaquer. Si nous pouvons arriver à un accord avec Charaa en Syrie, alors rien ne nous empêche de conclure un accord similaire avec Ansar Allah. Ansar Allah a — oui — tiré sur des navires américains. Ils ont tiré sur des avions américains, mais seulement quand nous

sommes en mer Rouge, seulement quand nous sommes au Yémen, seulement quand nous sommes dans le détroit de Bab el-Mandeb. Il n'y a pas de Houthis, pas de membres d'Ansar Allah, qui montent à bord d'avions de ligne pour venir en Amérique ou en Occident nous attaquer ici.

Donc, si nous pouvons conclure un accord avec al-Charaa, nous pouvons en conclure un avec Ansar Allah. Et si nous le faisons, nous retirerons une partie de leur levier aux Iraniens. Maintenant, est-ce que nous pouvons obtenir cet accord tout de suite, et rapidement ? C'est sujet à débat. Parce que nous, et les Saoudiens, avons fait beaucoup souffrir le Yémen. Et il y a la manière dont nous nous sommes comportés en soutenant le génocide israélien à Gaza. La manière dont nous nous sommes comportés en entrant en guerre contre l'Iran, en tuant le guide suprême. Le drame des frappes au Yémen qui ont tué les fillettes dans l'école des petites filles. Les Houthis, Ansar Allah, ont le sentiment d'être un membre à part entière, sur un pied d'égalité, de l'axe de la résistance. Ils ne sont plus un supplétif de l'Iran. Ils s'en sont affranchis, et ils sont désormais un membre de la résistance sur un pied d'égalité.

Nous devons donc leur faire une contre-proposition. Si nous ne leur faisons pas de contre-proposition et que nous continuons à laisser les Saoudiens les pilonner, il se pourrait qu'à un moment donné, nous nous laissions convaincre d'intervenir militairement contre eux. Ou même si nous essayons simplement de rester en dehors de tout ça, Ansar Allah sera incité à poursuivre l'escalade et à exercer son contrôle sur le détroit de Bab el-Mandeb. Donc, si nous ne faisons pas preuve de pragmatisme dès maintenant et si nous ne défendons pas nos propres intérêts, je pense que nous allons avoir de gros problèmes. Et si nous le faisons, je ne pense pas que Mohammed ben Salmane et les Saoudiens auront... ils n'auront vraiment pas d'autre choix que de suivre, en quelque sorte, notre ligne. Ils pourront s'en plaindre discrètement, mais à long terme, je pense que ce sera mieux pour nous, mais aussi pour toute la région.

#Glenn

Eh bien, comme vous l'avez dit, les Houthis sont attaqués depuis tant d'années maintenant. Cela fait plus de dix ans, et ils ne vont pas disparaître. Ils contrôlent la capitale. Ils contrôlent les territoires où vit la majorité de la population. Et comme on l'a vu au cours de la semaine dernière, ils continuent en réalité à étendre leur territoire assez rapidement. Mais, selon vous, qu'est-ce qu'ils voudraient ? Parmi leurs revendications, lesquelles pourraient être refusées, et lesquelles pourraient être satisfaites ?

#Joe Kent

Je pense que, comme l'Iran et beaucoup de ces groupes, ils vont afficher publiquement des revendications maximalistes. Ils vont crier : « Mort à l'Amérique, mort à Israël », parler de la guerre à Gaza, et ainsi de suite. Mais quand on entre dans le vif du sujet et qu'on discute vraiment avec eux, je pense qu'ils veulent contrôler les terres qu'ils ont historiquement toujours habitées. Je pense qu'ils veulent être le gouvernement reconnu à Sanaa. Encore une fois, je pense qu'Ali Abdallah Saleh

était le seul à pouvoir maintenir tout le pays uni. Le Yémen, je pense, ressemble essentiellement à un Yémen du Nord et un Yémen du Sud, en quelque sorte à un Est et un Ouest, mais selon l'ancien modèle Nord-Sud.

Et les Houthis sont la force dominante. Ansar Allah est la force dominante dans l'ouest et le nord du Yémen. Donc, si nous les reconnaissons comme tels et que nous disons : « D'accord, nous traiterons avec vous en fonction de la manière dont vous vous comportez en tant que pays. » Nous vous traiterons comme un véritable pays. Nous lèverons les sanctions. Nous lèverons le blocus. Nous ferons des affaires avec vous. Nous pourrions commencer à vous apporter une aide pour remettre le Yémen sur pied. C'était déjà un pays pauvre quand j'y étais, avant la révolution. Et depuis le début de la guerre, cela fait dix ans que les Saoudiens et nous-mêmes la menons contre eux, les choses n'ont fait qu'empirer.

Je pense que si nous leur donnons cette opportunité, nous constaterons que nous pouvons faire affaire avec Ansar Allah. Et je ne pense pas que ce soit un gros problème pour l'Amérique. Encore une fois, je pense même que, sur le long terme, cela nuit davantage à l'Iran qu'à nous. Maintenant, qu'arrive-t-il à, vous savez, la partie orientale du pays, essentiellement à partir d'Aden et vers le sud ? Honnêtement, cette zone, à part le port d'Aden... Et puis vous avez un autre port là-bas, Moukalla, qui n'est pas vraiment si important. Mais il pourrait y avoir un gouvernement différent dans cette zone. Je pense que tout cela reste à voir. Les Émiratis y ont été. Les Saoudiens y ont été. Ou plutôt, Moukalla est le nom du port.

Mais aucune de ces deux choses n'est aussi importante que le contrôle de ce point de passage stratégique, Bab el-Mandeb. Donc, nous devons rester concentrés sur l'essentiel. Et l'essentiel, pour nous en ce moment, c'est de garantir que l'énergie puisse circuler. Alors, je pense que si nous disons simplement : « Hé, Ansar Allah, nous ferons affaire avec vous. Nous vous reconnaitrons comme le gouvernement. » En gros, suivre le modèle que nous avons utilisé avec Charaa, pour les réintroduire en quelque sorte dans le monde. Et à condition qu'ils se comportent bien et de manière responsable, nous récompensons cela en les reconnaissant, tout simplement, et en faisant affaire avec eux. Encore une fois, je pense que, sur le long terme, cela nous aide et nuit à l'Iran.

#Glenn

Eh bien, encore une fois, cela semble être une excellente idée. Mais si cette piste n'est pas suivie, s'il n'y a pas de paix prochainement, jusqu'où voyez-vous cette escalade aller ? Car combien de temps les Saoudiens peuvent-ils tenir dans cette situation ? On constate certains problèmes dans leur armée. Mais surtout, il y a leurs infrastructures énergétiques et économiques. Nous voyons les infrastructures énergétiques attaquées, détruites. Leur réparation prendra probablement beaucoup de temps. Nous voyons aussi les routes maritimes passant par la mer Rouge être fermées. Ils ne peuvent pas non plus passer par le détroit d'Ormuz, donc... Je veux dire, je ne sais pas ce que les

Houthis pourraient faire. Je ne sais même pas s'ils envisageraient de franchir la frontière avec l'Arabie saoudite, ou si ce serait aller trop loin. Mais jusqu'où cela peut-il aller ? Car, encore une fois, les Saoudiens doivent sûrement finir par manquer d'argent, à un moment donné.

#Joe Kent

Je veux dire, cela ne fait qu'ajouter au chaos et aux conflits. Si les Saoudiens continuent à faire pression militairement sur Ansar Allah et les Houthis, Ansar Allah va devoir montrer, premièrement, que les frappes saoudiennes contre eux ne les affectent pas. Et, en réalité, il y aura une riposte. Parce qu'Ansar Allah comprend que les Saoudiens ne peuvent rien faire de ce qu'ils leur font sans notre soutien. Ils vont donc dire, en substance : « Hé, si vous soutenez les Saoudiens, à un moment donné, les Saoudiens vont nous frapper d'une manière qui nous obligera à répondre. Pas forcément seulement aux Saoudiens, mais aussi aux Américains. »

Et en ce moment, Ansar Allah, que ça nous plaise ou non, a plus de moyens de pression sur nous que nous n'en avons sur eux. En gros, pour nuire à Ansar Allah aujourd'hui, nous pouvons donner aux Saoudiens davantage de choses avec lesquelles bombarder Ansar Allah. Ansar Allah, s'ils veulent nous nuire, pourraient fermer le détroit de Bab el-Mandeb, ou en restreindre sérieusement l'accès. Ils pourraient aussi commencer à lancer, de temps à autre, des missiles balistiques et des drones vers le Sinaï, comme ils l'ont déjà fait auparavant. Cela frapperait en quelque sorte deux fois le corridor mer Rouge-Bab el-Mandeb, et réduirait encore davantage les flux de pétrole. Et nous avons déjà suffisamment de problèmes.

Je veux dire, je viens de rouler — je suis en Virginie du Nord — et je viens d'aller faire le plein. L'essence est bien au-dessus de quatre dollars, et le diesel est à, je crois, six dollars cinquante en ce moment. Donc, on subit déjà suffisamment de pression à l'intérieur du pays. Ansar Allah sait que, s'ils accentuent la pression sur Bab el-Mandeb, ils peuvent faire monter les tensions avec nous de cette manière. Quant à ce qui se passe en Arabie saoudite, je pense qu'il faut rester prudents. Je ne suis pas un expert de la famille royale saoudienne. Mais MBS a en quelque sorte pris le contrôle de la famille royale saoudienne par un coup de force, et beaucoup de ces hommes, ses rivaux, vivent plus ou moins en résidence surveillée.

Et il y a des bastions chiites juste de l'autre côté de la frontière, au Yémen, dans ces provinces du nord. Elles sont moins peuplées, mais les Houthis, s'ils le voulaient, pourraient sans doute lancer une forme d'incursion en Arabie saoudite. Je ne pense pas qu'une telle incursion, à elle seule, nuirait forcément à la famille royale saoudienne. Mais elle donnerait beaucoup d'arguments aux rivaux de M. B. S. pour dire : « Regardez, notre pays est maintenant envahi à cause de M. B. S. » Et si l'on parle de le mettre en péril, là, on atteint un tout autre niveau de chaos. Et bien sûr, les Houthis, probablement en coordination avec certaines milices irakiennes, ont prouvé qu'ils pouvaient frapper cet oléoduc est-ouest.

Je veux dire, Bab el-Mandeb, le port de Yanbu, cet oléoduc est-ouest... Tout cela était censé être notre soupape de sécurité face à ce qui se passe dans le détroit d'Ormuz. Et grâce à une coordination assez sophistiquée, les Houthis, ou Ansar Allah, et les groupes de résistance irakiens nous ont montré que cet oléoduc ne veut, au fond, pas dire grand-chose. Donc, encore une fois, nos adversaires ont malheureusement, à l'heure actuelle, davantage de leviers sur nous. Nous devons donc faire le tri, être réalistes et nous demander : d'accord, peut-on conclure un accord avec ces gens-là ? Quel serait le pire scénario si Ansar Allah contrôlait, vous savez, Sanaa, et était en mesure de fermer Bab el-Mandeb ? Mais que, si nous faisons affaire avec eux, ils rouvraient Bab el-Mandeb ? Est-ce que ce serait vraiment une si mauvaise issue pour l'Amérique ? Donc, si nous ne devenons pas réalistes...

Il va y avoir une tonne de conséquences imprévues, comme on l'a déjà vu. Enfin, on devrait le savoir. On a déjà plus ou moins vu ce scénario se dérouler dans le détroit d'Ormuz, avec l'Iran. On a frappé l'Iran, on a tué le Guide suprême, puis toute une série de choses assez prévisibles se sont produites. Mais on fait comme si ça nous surprenait, et on essaie depuis de limiter les dégâts. On est passés de l'idée de renverser le régime iranien à, vous savez, s'assurer qu'ils n'aient pas l'arme nucléaire. Et maintenant, on en est à se demander : est-ce qu'on peut simplement rouvrir le détroit d'Ormuz, qui était ouvert avant qu'on commence la guerre ? Donc, dans le détroit d'Ormuz, on est déjà en mode limitation totale des dégâts. Si on n'agit pas maintenant pour conclure un accord avec Ansar Allah, on va se retrouver dans exactement la même situation, mais avec une pression économique encore plus forte, à cause de ce qui va se passer dans le détroit de Bab el-Mandeb.

#Glenn

Je pense que ce qui rend tout cela difficile, c'est que non seulement les États-Unis, mais aussi l'Occident politique dans son ensemble, sont en déclin relatif par rapport à leur ancienne position hégémonique, ou d'hégémonie collective. Et je pense qu'il est difficile d'accepter l'écart entre ce que nous voulons accomplir et ce que nous pouvons réellement accomplir. Parce que, idéalement, vous savez, nous aurions ceci, cela et encore cela. Mais je pense que cette idée de fixer des priorités, et de savoir où nous devons conclure des compromis, c'est quelque chose que nous n'avons pas beaucoup fait ces trente-cinq dernières années, et même davantage. Donc, j'imagine qu'il faut une courbe d'apprentissage très abrupte. Enfin bref, je me souviens que Scott Bessent, il n'y a pas si longtemps, disait que le détroit d'Ormuz deviendrait bientôt insignifiant, parce qu'il y aurait suffisamment de pipelines pour le contourner. Mais comme l'a montré le pipeline est-ouest saoudien, c'est une installation fixe. Ils savent où il se trouve. Pas seulement les Iraniens, mais aussi les Houthis. Donc ce n'est pas si simple, à moins de vouloir enterrer tout le réseau sous terre. Pardon.

#Joe Kent

J'allais dire que c'est un excellent point : on n'a tout simplement pas l'habitude de devoir établir des priorités et de dire qu'il y a une différence entre ce qu'on veut et ce qu'on peut réellement obtenir. J'

ai constaté qu'on en est presque incapables. Dans les milieux américains de la sécurité nationale, dire ça relève presque de l'hérésie. Parce que, si vous le dites, vous reconnaissez que notre puissance n'est pas toute-puissante, et qu'on ne peut pas simplement faire exister les choses par la seule force militaire. J'ai combattu trop longtemps dans la guerre contre le terrorisme pour continuer à le croire. Mais quand vous dites ça aux gens, ils ont du mal à l'admettre. C'est tellement hors norme. C'est presque comme si on vous demandait : « Vous n'aimez pas votre pays ? »

Vous ne pensez pas que l'exceptionnalisme américain existe ? Moi, je réponds : si, bien sûr. Mais je suis aussi réaliste. Et je sais que, si on ne commence pas dès maintenant à faire des choix difficiles, à établir de vraies priorités et à faire un peu de triage, on va se retrouver dans une situation très difficile. Mais, franchement, on n'arrive toujours pas à le faire. On a énormément de mal à aller simplement dire : « Bon, on va conclure des accords. » Vous savez, Trump était plutôt bon pour au moins l'exprimer, y compris en deux mille vingt-quatre. Et aussi, dans une certaine mesure, dans la façon dont il s'est comporté pendant son premier mandat, lorsqu'il a conclu un accord, les accords de Doha, avec les talibans.

Enfin, tout le monde reconnaissait plus ou moins qu'on ne voulait pas conclure un accord avec les talibans. Mais cela faisait vingt ans qu'on était là-bas. Ça n'avancait pas. Et Trump a simplement dit : « Très bien, venez. Je vais conclure un accord. Je vais demander aux Qataris de nous aider. On va trouver un moyen de quitter l'Afghanistan. » Mais malheureusement, vous savez, on en a déjà parlé. Différentes forces ont vraiment pris le contrôle de sa façon de penser, dans cette administration. Et aujourd'hui, on vit presque entièrement avec cette idée caricaturale selon laquelle l'Amérique peut faire tout ce qu'elle veut au reste du monde, et que le monde se pliera à sa volonté.

#Glenn

C'est un problème similaire en Europe, cela dit. Autrement dit, les Européens ont ignoré les intérêts de sécurité russes pendant trente-cinq ans. Et maintenant qu'il y a un conflit, et qu'il n'y a aucune voie vers la victoire, les dirigeants européens continuent d'insister pour que tout accord implique, vous savez, que l'OTAN continue de s'élargir, que la Russie se retire et paie des réparations. Et si vous vous opposez à ça en disant : « Eh bien, ça n'arrivera jamais », alors on vous répond que vous ne vous souciez pas assez de nos valeurs. Donc, c'est...

#Joe Kent

Vladimir Poutine. Oui. Oui.

#Glenn

Oui. Donc, la volonté de faire des compromis et de reconnaître le monde tel qu'il est, avec ces nouvelles réalités... il n'y en a pas beaucoup. Mais j'aimerais bifurquer un peu vers la Syrie, parce que c'est une autre région qui est loin d'être stable. Elle a bien sûr sa propre dynamique,

indépendante de ce qui se passe en Iran, au Yémen et ailleurs. Mais cette instabilité l'affectera aussi. Et on voit la Syrie devenir très instable et fragile. On voit toutes ces manifestations. Et, ironiquement, la principale chose qui semble maintenir l'ensemble à flot, c'est al-Charaa, l'ancien dirigeant d'Al-Qaïda, qui gouverne aujourd'hui la Syrie. Waouh. J'imagine qu'il se passe beaucoup de choses, donc je ne veux pas être trop précis. Mais qu'est-ce qui se passe exactement, ici ?

#Joe Kent

Je pense que vous l'avez très bien expliqué. C'est typiquement l'une de ces conséquences imprévues. Je ne pense pas que, quand on regardait tout ce qui se passait en Iran, dans le détroit d'Ormuz, avec Ansar Allah, qui que ce soit ait anticipé que des pénuries de carburant dans le nord de la Syrie, à Idlib, où Shara a vraiment sa base de pouvoir, déclencheraient des manifestations, et qu'elles se propageraient. Et c'est quelque chose qui pourrait menacer l'administration Shara. Aujourd'hui, même si je n'apprécie pas vraiment le passé de Shara, et que j'ai eu quelques réserves sur la manière dont on a procédé pour le reconnaître, Shara évolue globalement dans la bonne direction. Il a intégré les Kurdes.

Vous savez, il a réussi à exercer un certain contrôle. Il n'a pas un contrôle total sur tous les éléments qui l'ont porté au pouvoir et qui composent aujourd'hui les forces de sécurité syriennes. Il faut donc garder cela à l'esprit. Et il est pris entre les Turcs et les Israéliens. Depuis quelque temps, les Israéliens parlent beaucoup, vous savez, de s'en prendre aux Turcs et de l'agressivité turque. Ils mènent des incursions en Syrie. Il y a donc déjà, si l'on veut, des braises qui couvent en Syrie — quelle que soit l'analogie que vous préférez — et de nombreuses tensions sous-jacentes. Et Charaa, pour l'instant, je pense que, simplement en raison de ce qu'il est, a réussi à maintenir tout cela ensemble. Je crains que les Israéliens, ou un autre élément plus radical que Charaa, n'exploitent ce chaos pour tenter de l'écarter du pouvoir, soit par un assassinat, soit par d'autres moyens.

Et une fois que cela arrivera, ce sera le chaos total. Tous ces différents éléments, d'anciens membres de Daech, d'anciens membres d'Al-Qaïda, sont tous, à l'heure actuelle, plus ou moins sous la bannière du gouvernement syrien. Mais dès que Charaa ne sera plus là, je suis quasiment certain que le numéro deux ne prendra pas simplement le relais pour maintenir le calme. Je pense que le pays basculerait alors dans une situation très chaotique. Et si l'on regarde ce qu'Israël semble préférer, c'est précisément une situation chaotique, parce qu'ils peuvent alors, en quelque sorte, « tondre le gazon ».

Ils peuvent user les dirigeants les uns après les autres, jusqu'à en trouver un qui leur convient. Et dès que ce type se retourne contre eux, ils peuvent aussi le liquider. Ensuite, vous vous retrouvez, en gros, avec les Turcs et les Israéliens qui se battent pour le contrôle. Je pense que Daech, vu le nombre d'anciens membres encore présents en Syrie, qui ont récemment été libérés des camps de déplacés internes et des prisons quand les Kurdes ont été intégrés, je pense que Daech réapparaîtrait sous une forme ou une autre. Je pense qu'on verrait les drapeaux noirs flotter.

On verrait des territoires tomber sous contrôle adverse, et ça réengagerait les États-Unis. Parce que les Israéliens viendraient nous voir et diraient : « Daech est de retour. Vous devez venir nous aider à combattre ces types. » On aurait de nouveau un problème majeur là-bas, avec les Turcs aussi. Donc, tout cela montre que ça a eu une conséquence majeure et non intentionnelle. En ce moment, on devrait faire beaucoup d'efforts pour contenir les Israéliens, pour les maintenir hors de Syrie. Parce que plus les Israéliens y entrent et provoquent, plus ceux qui ont porté Shara au pouvoir vont dire : « Hé, attendez une seconde. Je comprends, Shara, tu dois conclure certains accords et, en quelque sorte, montrer un nouveau visage. Mais on n'a pas fait notre révolution sous la bannière du djihad sunnite pour se faire malmener par les Israéliens. » C'est donc une chose que nous pourrions faire pour stabiliser la situation : maintenir les Israéliens hors de Syrie et veiller à ce qu'ils ne viennent pas tout faire capoter. Juste pour donner à Shara, et à la Syrie, une vraie chance d'avoir enfin un certain degré de paix.

#Glenn

J'allais dire que, dans un monde idéal, peut-être que les États-Unis et l'Iran pourraient s'unir pour chasser Daech de Syrie. Je veux dire, il y a là un intérêt commun, même si beaucoup sont... quoi ?

#Joe Kent

On l'a déjà fait une fois. Je veux dire, les gens l'oublient, mais quand il a fallu éliminer Daech, nos troupes au sol étaient surtout kurdes. Mais la force combattante la plus importante, c'étaient les milices chiïtes, les Forces de mobilisation populaire en Irak, qui menaient des opérations transfrontalières en Syrie. Quand j'étais en Irak, en deux mille seize, comme conseiller auprès des forces spéciales, je travaillais avec les peshmergas. Mais juste le long de la tranchée, littéralement, il y avait les Forces de mobilisation populaire chiïtes. Et leurs conseillers venaient de la force Al-Qods iranienne. Et nous assurions leur couverture aérienne contre Daech. Donc, vous savez, les gens oublient que les États-Unis et l'Iran ont déjà travaillé ensemble, ne serait-ce que de facto, pour éliminer quelque chose d'aussi maléfique que Daech. C'est intéressant.

Nous avons encore beaucoup de bons alliés dans la région, je pense, qui étaient là à l'époque. Bafal Talabani, qui est, disons, le président de la zone de Souleimaniye, au sein du Gouvernement régional du Kurdistan, se trouve actuellement à Téhéran. Les forces de Bafal, ainsi que l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan, ont été essentielles pour nous permettre de combattre Daech. Il est donc là-bas, en ce moment, pour discuter avec les Iraniens. Vous savez, je connais Bafal. Je connais beaucoup de Kurdes irakiens depuis assez longtemps. Et eux aussi sont pris entre le marteau et l'enclume. J'espère donc que la diplomatie de Bafal là-bas pourra également contribuer à apporter un peu de stabilité dans la région.

#Glenn

Je comprends votre point de vue sur toutes ces instabilités internes. Mais, comme vous l'avez mentionné, les Turcs et les Israéliens pourraient aussi s'affronter à propos de la Syrie. Et, bien sûr, cela est alimenté par les tensions plus larges que l'on observe actuellement, Israël qualifiant la Turquie d'ennemi, peut-être même d'ennemi plus dangereux que l'Iran. Mais comment voyez-vous les choses ? Pensez-vous qu'il soit probable que cela débouche réellement sur un conflit ouvert ? Et, pour élargir la question, on observe certaines activités du côté irakien de la frontière avec la Syrie. Pensez-vous qu'il reste possible que les Irakiens interviennent en Syrie ? Ou bien est-ce plutôt l'éventualité d'un conflit armé entre la Turquie et Israël qui vous empêcherait de dormir la nuit ?

#Joe Kent

Tout ce qui précède. Au départ, je craindrais que les Israéliens, et surtout le gouvernement du Likoud, décident qu'ils n'aiment plus vraiment Shara. Et qu'ils disent : bon, nous allons financer, armer et équiper les milices druzes, les milices alaouites, ou un élément rival au sein des rangs de Shara, pour tuer Shara. Ou simplement le tuer eux-mêmes, ouvertement. Parce que les Israéliens n'ont vraiment pas beaucoup de contraintes. Il n'y a pas grand-chose qui limite réellement leur comportement. Donc je craindrais que Shara soit tué, d'une manière ou d'une autre, puis que le chaos s'ensuive. Les Turcs, ensuite, je pense, estimerait qu'ils doivent réagir de façon plus musclée. Surtout si l'on a l'impression qu'une sorte de révolution comparable au Printemps arabe est en train de se produire. Je pense que les Turcs interviendraient.

Et je pense que les Israéliens prendraient alors des mesures. Et encore une fois, c'est toute la situation chaotique que nous avons exposée. Je pense que vous avez raison de regarder ce qui se passe à la frontière entre l'Irak et la Syrie, là-bas, à Abou Kamal. Il y a eu, je crois, des frappes, des incursions, et des affrontements. Des éléments de Daech opéraient à l'intérieur de la Syrie, ou juste à cette frontière. Ils ont tiré, ou se sont retrouvés dans une sorte d'affrontement avec les forces de sécurité syriennes. Et je crois que les Irakiens ont déplacé de nombreuses unités des Forces de mobilisation populaire, ces milices chiites qui font désormais partie de l'appareil de défense. Techniquement, ce ne sont plus des milices, mais les FMP ont repositionné ces unités à la frontière, parce que les Irakiens sont très préoccupés par l'instabilité.

Ils sont déjà assez méfiants à l'égard de Shara, notamment à cause de son passé. Donc, ça ne me surprendrait pas que les Irakiens, s'ils obtenaient de bons renseignements indiquant la présence d'un élément de l'État islamique ou d'un autre groupe extrémiste, interviennent et prennent des mesures préventives. Parce qu'ils savent que la portée de Shara est limitée. Il est à Damas, très loin de là. Cette zone reculée, ce hinterland sunnite à leur frontière, la province de Deir ez-Zor, la vallée de l'Euphrate qui touche l'Anbar... Ils savent que Shara, même dans le meilleur des cas, ne peut probablement pas y déployer ses forces assez vite pour réagir. On pourrait donc voir certaines Forces de mobilisation populaire intervenir contre ces éléments. Ça ne me surprendrait pas du tout. Mais cela ferait aussi monter les tensions.

#Glenn

Je me demande si les Israéliens accueilleraient vraiment cela favorablement, parce qu'ils semblent préférer une Syrie plus fragmentée, plutôt qu'un pays doté d'un pouvoir centralisé. Mais là encore, ils ont des intérêts très divers. Et puis, évidemment, le grand sujet qu'on ne peut pas éviter, c'est toujours Israël, parce qu'ils ont leurs différends avec la Syrie. On peut aussi mettre le Liban, la Turquie, tous ces pays dans la même catégorie. Mais à quel point la situation est-elle stable pour Israël lui-même ? Parce qu'ils sont toujours, vous savez, ils ne sont pas sortis de Gaza. Ils sont très sollicités sur plusieurs fronts. Et quelles seraient exactement leurs priorités dans ce contexte ? Parce qu'ils semblent avoir trop de projets en même temps.

#Joe Kent

Oui, c'est difficile d'appliquer, disons, un raisonnement vraiment rationnel, parce qu'ils sont en guerre avec tous leurs voisins. Ils sont aussi en guerre à l'intérieur de leurs propres frontières. Enfin, il est assez évident qu'au moins le parti du Likoud, mais probablement au-delà, les Israéliens tirent beaucoup de pouvoir du fait de rester continuellement en guerre. Et c'est clairement le modèle de Netanyahou pour conserver le pouvoir. Et il semble vouloir capitaliser là-dessus jusqu'aux élections d'octobre : se présenter comme le défenseur le plus fort de l'État d'Israël. Selon lui, toutes ces guerres d'expansion qu'il mène sont existentielles pour la survie même d'Israël. C'est en tout cas son récit.

Donc, oui, on voit sans cesse davantage de frappes, davantage de combats à Gaza, qui s'étendent jusque dans la Cisjordanie. Ces colons cherchent maintenant à s'emparer de davantage de territoire, parce que les colons font partie, à ma connaissance, en gros, de la coalition du Likoud. Ils testent donc les limites : jusqu'où Bibi continuera-t-il à fermer les yeux sur leurs actions pour conserver ce poids électoral à l'approche des élections ? Aujourd'hui, selon moi, rien de ce qu'Israël fait ne consolide sa survie à long terme. La plupart de ces actions semblent aller à l'encontre de sa survie à long terme, ou du moins de la possibilité qu'il reçoive davantage de soutien de notre part à l'avenir.

Mais ils semblent effectivement vouloir jouer le tout pour le tout. Tant qu'ils ont notre soutien, tant que Trump est à la Maison-Blanche, tant qu'ils savent qu'ils peuvent, en gros, faire tout ce qu'ils veulent sans en subir les conséquences. Ils semblent enclins à prendre des mesures toujours plus agressives, et là encore, sans beaucoup réfléchir au long terme. Je serai donc intéressé de voir comment se dérouleront les élections israéliennes en octobre, et s'il y a un changement. Et si ce changement se traduit réellement par une vraie différence dans la manière dont les Israéliens se comportent. Mais je pense que, quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle américaine de deux mille vingt-huit, nous verrons un changement majeur dans la manière dont l'Amérique traite Israël.

On pourrait même le voir dès les élections de deux mille vingt-six. Quand la nouvelle Chambre des représentants et le nouveau Sénat entreront en fonction, en deux mille vingt-sept, on verra de quel

soutien Israël pourra bénéficier. Parce que je pense que ça va devenir très, très controversé. Vous savez, il y a l'école de pensée du Likoud, qui consiste à prendre tout ce qu'on peut, tout de suite. J'espère qu'il y a en Israël des voix un peu plus mesurées, qui diront peut-être : « Hé, avant de perdre tous nos amis dans le monde, il faudrait peut-être lever le pied sur une bonne partie de tout ça, et faire réellement ce dont on parlait. » C'est-à-dire faire ce que l'Amérique devrait faire : donner la priorité à ses véritables intérêts de sécurité nationale, au-delà de la question : qu'est-ce qu'on veut accomplir ? Et qu'est-ce qu'on pense pouvoir accomplir ?

#Glenn

Vous soutenez donc que la politique intérieure israélienne influence évidemment sa politique étrangère, et toutes ses guerres. Mais l'une des informations les plus, disons, explosives — même si elle n'est plus si récente —, c'est l'article publié dans Haaretz, le journal israélien. Il révélait que les Émirats arabes unis avaient averti Netanyahou des attaques du Hamas contre Israël, le sept octobre. Et tous les éléments montrent que Netanyahou — enfin, ce n'est même pas une simple suggestion, c'est très clairement établi publiquement — a ignoré ces avertissements. À quel point cela perturbe-t-il aujourd'hui le système politique israélien ?

#Joe Kent

Je veux dire, vu l'horreur des attaques du sept octobre, je pense que la plupart des Israéliens seraient en colère. Mais Netanyahou et le gouvernement du Likoud ont plutôt efficacement maintenu le pays dans un état de crise et de guerre permanent. Et vous auriez du mal à me convaincre que ces deux choses ne sont pas liées. Je veux dire, il a fallu longtemps avant qu'on puisse poser des questions sur le onze septembre, parce que le discours, c'était : « On n'a même pas le temps d'y réfléchir. Nous devons faire la guerre. Nous devons aller chercher Al-Qaïda en Afghanistan. Nous devons faire la guerre à l'Irak. C'est une guerre mondiale contre le terrorisme, contre l'axe du mal. »

Et, vous savez, ça fait en réalité plusieurs décennies. Deux décennies, en gros, que beaucoup de gens ont commencé à dire : « Hé, attendez une seconde, comment ça, il y avait des gens qui négociaient des actions juste avant le onze septembre ? Qu'est-ce qui se passe, là ? Pourquoi une si grande partie du rapport est-elle encore caviardée ? » Aujourd'hui, ce genre de questions devient davantage courant, parce que notre gouvernement a fait un travail très efficace pour nous maintenir dans un état de chaos. Et en Israël, ça ressemble exactement à la même chose. Parce que dès que les attaques ont eu lieu, je n'étais pas au gouvernement à ce moment-là, mais j'avais travaillé avec les Israéliens, vous savez, dans l'armée et à la CIA. Et je me grattais la tête.

Je me suis dit : je ne comprends pas comment quoi que ce soit peut être lancé depuis la bande de Gaza sans que les Israéliens le repèrent, surtout une attaque d'une telle ampleur. Quand j'ai vu les deltaplanes, je me suis dit : vous plaisantez, j'espère. Il n'y a pas moyen qu'ils aient raté ça. Je comprends, des informations peuvent passer à la trappe. Des éléments peuvent être recoupés trop tard. Ça arrive dans le monde du renseignement. Mais là, c'était tellement flagrant que, je pense,

beaucoup de gens se sont demandé ce qui s'était passé. Et maintenant, ce rapport sort enfin, évidemment à l'approche d'une élection. Mais si j'étais Israélien aujourd'hui, j'exigerais des réponses de mon gouvernement : qu'est-ce qu'ils savaient, et quand l'ont-ils su ? Mais encore une fois, c'est Netanyahu.

Il est passé maître dans l'art d'entretenir le récit du chaos, parce qu'ils mènent constamment des frappes contre le Liban. Ils font des incursions en Syrie. La Cisjordanie et Gaza sont toujours en feu. Et ils continuent de nous encourager à rester très impliqués en Iran. Je ne connais évidemment pas la politique intérieure israélienne aussi bien que la politique intérieure américaine. Mais j'espère vraiment que c'est un sujet de débat en Israël en ce moment. Parce que chaque Israélien qui a dû vivre tout ça, surtout ceux qui ont perdu des proches le sept octobre, devrait exiger que son gouvernement joue cartes sur table et lui dise absolument tout, dès maintenant.

#Glenn

Je me demande quand même combien de temps les Israéliens peuvent continuer comme ça. Parce que toutes ces guerres les ont énormément surélevés, ce qui pèse aussi très lourdement sur leur économie. On a vu beaucoup de gens quitter Israël également, et parmi eux, beaucoup de personnes plus productives. Globalement, Israël perd des amis et se fait des ennemis. L'image qu'ils avaient avant, ce n'était pas celle d'être tout-puissants, mais ils avaient... oui, ils avaient le Dôme de fer, qui les protégerait de tout. L'alliance avec les États-Unis était, vous savez, presque indestructible.

Et maintenant, on voit l'opinion publique se retourner quelque peu... enfin, pas seulement quelque peu : aux États-Unis, le soutien à Israël est en train de s'effondrer. On a vu certaines déclarations de Vance, où J. D. Vance affirme ouvertement que la politique américaine ne peut pas être subordonnée aux intérêts israéliens. Enfin, c'est assez énorme. Tout cela se produit en même temps. Et vous avez aussi une société qui, j'imagine, se lasse de la guerre. Mais il n'y a pas vraiment d'issue. Voyez-vous une possibilité que tout cela commence, à un moment donné, à se désagréger ?

#Joe Kent

Je pense, honnêtement, que dès qu'il y aura une nouvelle élection présidentielle ici, aux États-Unis, il sera vraiment difficile pour les Israéliens de recevoir le même niveau de soutien de notre part. Et notre soutien est vraiment essentiel à la manière dont Israël peut agir. Je veux dire, regardez. Je pense qu'Israël serait capable de se défendre seul, mais il ne pourrait pas rester constamment en guerre contre tous ses voisins. Il devrait conclure bien plus d'accords avec les Palestiniens, à Gaza et en Cisjordanie. Donc, dès que l'Amérique dira : « C'est fini, on ne vous donne plus un chèque en blanc. Nous allons couper l'aide militaire. »

Mais ce qui m'inquiète, vous savez, c'est la loi d'autorisation de la défense nationale. Elle nous amène, en gros, à imbriquer nos capacités les plus sensibles avec celles des Israéliens. Les Israéliens sont beaucoup plus offensifs. Ils comprennent que les vents politiques sont en train de tourner. Et

donc, au cours de l'année écoulée, on a entendu ce discours : les Israéliens disent — et beaucoup de leurs relais ici, aux États-Unis, comme Mike Huckabee, le disent aussi — : « D'accord, on va moins aider Israël. On pourrait même couper toute l'aide. Mais on va passer de l'aide au partenariat. » Et maintenant, on inscrit pratiquement dans nos lois l'obligation de partager des renseignements et de partager, en ligne, certaines capacités technologiques.

Les Israéliens prennent donc les devants, et ils savent que le chèque en blanc va bientôt prendre fin. Ils prennent leurs précautions. Mais je pense que si nous avons le courage de supprimer certaines dispositions de cette loi, celles qui nous empêchent, en gros, de ne plus être collés aux Israéliens, et si les Israéliens se retrouvent vraiment seuls, obligés de se comporter comme les autres pays de la région, alors je pense qu'on verrait un Israël beaucoup plus mesuré. Parce que les faits sont les faits. C'est un petit pays. Il ne devrait vraiment pas pouvoir aller là-bas et malmenier tous ses voisins. La seule raison pour laquelle il le peut, c'est parce que nous lui donnons tellement, et que c'est nous qui sommes derrière lui, en assumant tous les risques et les catastrophes qu'il déclenche dans la région.

#Glenn

On dirait qu'un thème commun à tous ces conflits dans la région, y compris pour les États-Unis, c'est que la région traverse une phase de transition. En gros, tout le monde doit commencer à envisager des compromis. Pourtant, pour l'instant, on ne le voit pas. On voit surtout les uns et les autres s'entêter, faire monter un peu plus la tension, pour voir s'ils peuvent vraiment briser le camp d'en face en accentuant la pression, ou simplement en tirant un meilleur accord. Mais oui, rien de tout cela ne semble se concrétiser, nulle part. Alors, que se passe-t-il réellement à Gaza aujourd'hui ? Le sujet a un peu disparu de l'actualité après... enfin, après l'accord de Trump. Mais, bien sûr, le conflit est loin d'être terminé.

#Joe Kent

Avec l'Iran ? Avec l'Iran ? Non, avec Gaza. Gaza, pardon. D'accord, oui, Gaza. Je pense que l'accord a fait un joli titre. Et peut-être que, si nous étions restés concentrés sur cet accord, au lieu de commencer cette guerre en Iran, nous aurions pu contribuer à le faire aboutir. Mais je ne pense pas que cet accord ait vraiment eu beaucoup de poids, parce que, pratiquement tous les jours, on voit les Israéliens mener des actions à l'intérieur de Gaza. Et c'est... ça m'étonne qu'il reste encore, littéralement, des gens à tuer et des bâtiments à détruire à Gaza. Mais les Israéliens ont trouvé le moyen de le faire, malheureusement. Oui. Donc Gaza continue d'être, vous savez, presque un point de ralliement et un cri de mobilisation. Pas seulement pour les habitants de Gaza, pas seulement pour les Palestiniens, mais au-delà. C'est peut-être d'ailleurs la raison pour laquelle les Israéliens le font : pour maintenir les tensions élevées dans la région.

Mais vous savez, c'est regrettable que nous ayons lancé — et c'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles il est regrettable que nous ayons lancé — la guerre contre l'Iran. Parce que nous aurions probablement pu jouer un rôle plus actif pour garantir un certain degré de paix là-bas. Mais

ça semble ne jamais finir. Et ça semble s'étendre à la Cisjordanie. Parce que je pense que les Israéliens, du moins le parti du Likoud, veulent annexer la très grande majorité de la Cisjordanie et en chasser la majorité des Palestiniens. Ils ont un modèle en tête. Ils ont vu ce qui s'est passé à Gaza, et je pense que, s'ils peuvent trouver un prétexte, ils voudront faire la même chose en Cisjordanie. Voilà.

#Glenn

Et puis, il y a sans doute le dossier le plus important ici : les États-Unis et l'Iran. Le voyez-vous se rapprocher d'un quelconque accord ? J'ai entendu Trump dire qu'après les élections aux États-Unis, il devrait prendre une décision : soit s'engager à fond et, disons, démolir l'Iran, soit, pour reprendre votre expression, conclure un accord. Mais il reste encore, vous savez, plusieurs semaines avant les élections de mi-mandat. Alors, vers quoi cela se dirige-t-il ?

#Joe Kent

Tout ce que disent Trump et son administration part du principe que les Iraniens vont rester passifs et simplement réagir à ce que nous faisons. Or, récemment, et surtout ces derniers mois, les Iraniens nous ont montré qu'ils n'allaient pas faire ça. Ils vont eux-mêmes lancer une phase de conflit s'ils ont une raison de le faire. Alors, vous entendrez Scott Bessent déclarer, par exemple : « Nous allons faire subir aux Iraniens un débarquement économique. » Les Iraniens répondent en devenant plus agressifs et en s'en prenant à davantage de pétroliers. Et cela déclenche le cycle d'escalade suivant.

Trump continue de dire : bon, après les élections de mi-mandat, soit je vais les rayer de la surface de la Terre, soit ils me supplieront de conclure un accord. Il dit des choses comme ça. Enfin, les Iraniens sont intelligents. Ils savent quand ont lieu nos élections. Mais Trump dit essentiellement que son intention, c'est de faire disparaître ce conflit de l'actualité. C'est assez difficile, cela dit, parce que les Iraniens font pression sur le détroit d'Ormuz et que les prix de l'essence flambent. Mais Trump veut que ça disparaisse. Il veut que ça disparaisse avant les élections de mi-mandat. Et puis il a dit, en substance : bon, après les élections de mi-mandat, je vais faire quelque chose.

Cela suppose que les Iraniens vont attendre de se faire frapper. Qu'ils vont attendre de voir ce qu'on va faire. Je pense que les Iraniens, vu la manière dont nous nous sommes comportés lors des négociations précédentes — en entamant des négociations à plusieurs reprises, puis en lançant une attaque surprise contre les Iraniens, en tuant le guide suprême —, je ne pense pas que même les modérés en Iran, ceux qui voudraient nous obtenir un accord, aient le moindre intérêt à nous en donner un. Du moins, à en donner un au président Trump. Et ils l'ont même dit. Des responsables iraniens ont déclaré : « Nous n'allons pas donner d'accord à Trump. Nous allons simplement attendre que tout ça passe. »

Je pense donc qu'on joue à un jeu très dangereux. On dit : « Hé, on va faire quelque chose d'horrible à l'Iran », mais on s'attend à ce que les Iraniens ne réagissent pas et ne nous frappent pas les premiers. Or, les Iraniens nous ont déjà montré récemment qu'ils étaient tout à fait capables de tirer sur nos navires. Enfin, ils sont passés relativement près.

On ne sait pas à quelle distance, parce que les rapports divergent. Mais ils se sont approchés de très près de nos navires avec l'un de leurs missiles balistiques. Et si un missile balistique touche l'un de ces navires, ce sera un événement faisant de très nombreuses victimes. Nous pouvons disperser nos forces basées à terre. Mais on ne peut pas disperser nos forces qui sont sur des navires. Les Iraniens nous ont donc montré qu'ils en étaient capables. Ils pourraient aussi aggraver la situation. Ils pourraient commencer à frapper les transferts de navire à navire, qui sont essentiels au couloir d'escorte par lequel nous faisons sortir les pétroliers. Les Iraniens ont donc encore beaucoup de cartes à jouer en matière d'escalade. Nous ne voulons pas l'admettre, mais nous n'avons pas vraiment de... Alors, je pense que les Iraniens pourraient... Mon intuition, c'est que vers la fin septembre, dont nous approchons, ou en octobre, les Iraniens vont faire quelque chose d'assez radical pour nuire à Trump autant qu'ils le peuvent, à l'approche de l'élection. Ou peut-être même juste après l'élection, s'ils ne se soucient pas vraiment du résultat, de savoir qui remportera la Chambre des représentants ou le Sénat.

Le frapper, juste après, pendant cette période de fin de mandat. C'est aussi une possibilité. Mais penser qu'on peut continuer à utiliser des sanctions, à punir et à faire souffrir l'Iran, sans qu'il réagisse contre nous... Et penser qu'il n'a pas encore d'autres cartes à jouer... Je veux dire, aujourd'hui, nos bases dans la région ont été détruites. Pratiquement détruites. On peut se demander si on y retournera un jour. J'espère que non, parce que c'est un gaspillage d'argent et que le risque est trop élevé. Mais on ne peut même plus faire entrer nos navires dans les ports de la région. Nous devons les envoyer en Thaïlande ou à Diego Garcia pour qu'ils puissent se réapprovisionner. Même les solutions de contournement qu'on utilise actuellement, avec les escortes de pétroliers et tout le reste, nous coûtent davantage, à long terme, que ce que cela coûte à l'Iran de faire progressivement monter l'escalade.

Mais je ne pense pas que les Iraniens vont rester les bras croisés à attendre. Parce que les dirigeants actuellement au pouvoir en Iran, si nous menons des frappes majeures qui détruisent des infrastructures énergétiques ou qui tuent beaucoup de civils iraniens, ils devront craindre que leur propre population se retourne contre eux. Car les partisans de la ligne dure sont renforcés. En ce moment, ils disent : « Cela fait des années qu'on vous le dit : on ne peut pas négocier avec les Américains. Ils feront tout ce que les Israéliens leur diront de faire. Et regardez où nous en sommes aujourd'hui. Ils ont tué le guide suprême. Ils ont déclenché cette guerre. Nous avons été pris de court », et ainsi de suite. Donc, je ne pense tout simplement pas que nous comprenions correctement le raisonnement iranien. Ils ont une grande marge de manœuvre, et beaucoup d'options.

#Glenn

Oui, enfin, non, c'est aussi ce que j'ai entendu de la part de certaines voix iraniennes. L'idée serait la suivante : la priorité essentielle devrait être de priver les États-Unis de leur capacité à dominer l'escalade. Autrement dit, de cette capacité à décider quand la guerre, quand les combats commencent, et quand ils doivent s'arrêter. Et en effet, si le calcul de Trump est de maintenir le calme jusqu'aux élections, puis de durcir nettement le ton après, alors le calcul des Iraniens ne serait-il pas de lui refuser ce calme pendant la campagne électorale, et de l'humilier avant ? Enfin, il me semble que, comme vous l'avez dit, on retirerait de l'équation leur capacité à agir de manière indépendante.

Oui. Là encore, je ferais la comparaison avec l'Europe. On voit des dirigeants européens parler d'une guerre avec la Russie. Ils avancent des dates : deux mille vingt-huit, deux mille vingt-neuf. Ils disent : « Armons-nous, parce que nous ne sommes pas prêts. » Et pendant ce temps, ils espèrent que les Russes vont simplement rester là et attendre que les Européens soient prêts à s'armer, pour pouvoir attaquer. Enfin, à un moment donné, vous savez, les Russes devraient eux aussi faire leur propre calcul : est-ce qu'ils voudraient vraiment attendre jusque-là ? Mais est-ce que vous voyez aussi la capacité de l'Iran à exercer une pression économique sur les États-Unis, et également sur les États du Golfe ?

À un moment donné, les États-Unis vont commencer à avoir de plus en plus de problèmes économiques. Les États du Golfe devront commencer à vendre des obligations américaines. Ce n'est pas seulement la situation économique qui change, c'est aussi la situation diplomatique. On a vu que les États du Golfe devaient se réunir à Oman, tous sauf Bahreïn. Mais les Saoudiens se sont retirés, ou ont reporté la réunion, à la dernière minute. Je ne sais pas si c'était sous la pression des États-Unis. Mais s'ils concluent tous ces accords diplomatiques sans les États-Unis, est-ce que cela ne va pas placer les États-Unis dans une position très embarrassante ? Je veux dire, pendant combien de temps ? On n'a pas vraiment l'impression que le temps joue nécessairement en faveur des États-Unis, ici.

#Joe Kent

Eh bien, je veux dire, je pense qu'on y est déjà, et assez rapidement. On approche d'une phase où tous nos partenaires du Golfe, et ceux qui ont toujours été nos partenaires, vont regarder autour d'eux et se dire : en fait, ces garanties de sécurité censées me protéger sont devenues un handicap, parce que j'avais des bases américaines juste à côté de chez moi. Et ça nous a valu des missiles balistiques et des drones iraniens. Maintenant, nos économies sont en ruine. Donc, au fond, être amis avec les Américains, ce n'est pas une si bonne affaire.

Bon, je ne pense pas qu'ils vont nous lâcher du jour au lendemain. Et je pense qu'ils vont nous le dire en face. Ils veulent toujours faire des affaires avec nous, parce qu'ils veulent toujours faire des affaires avec nous. Mais on va commencer à les voir mettre en place leurs propres dispositifs de

sécurité. C'est ce qui semblait se passer à Oman. Il y avait peut-être une conférence du genre : « Bon, soyons réalistes. On vit tous dans la région. Trouvons un moyen de continuer à vivre les uns avec les autres, à commercer, et à ne pas détruire nos propres économies. » Mais ensuite, nous sommes intervenus et nous avons exercé une certaine pression, je pense. Je ne sais pas.

Mais je pense qu'on a exercé une certaine pression sur les Saoudiens pour les pousser à se retirer de ça. Parce que, pour une raison ou une autre — encore une fois, ça renvoie à cette espèce de monde imaginaire américain — on veut toujours s'imposer comme si c'était nous qui décidions de tout dans la région. Et franchement, je ne comprends même pas pourquoi. Même si c'était le cas, en quoi ce serait une bonne affaire pour l'Amérique ? Ça nous engage auprès de nations dans une région qui est si loin de nous, et ça nous oblige à nous mêler de chaque querelle, de chaque différend et de chaque détail de tout ce qui s'y passe. Au bout du compte, ça nous coûte plus cher sur le long terme. Je ne vois pas pourquoi on n'adopte pas cette approche.

Le Trump d'avant, à mon avis, aurait assumé ça. Il aurait dit : « Ouais, tous ces arrangements ont été conclus par des présidents moins intelligents que moi. Je vais négocier un nouvel accord, on ramène nos gars, et on se concentre sur le pays. » Mais il ne fait pas ça. On se réinsère là-dedans. Mais dans le monde réel, je pense que ces pays du Golfe vont commencer à se tourner vers leur propre coopération en matière de sécurité. C'est un peu ce qu'on a vu avec l'arrangement de La Mecque. Mais, évidemment, cet accord de La Mecque entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Turcs... bon, il ne vaut probablement pas vraiment le papier sur lequel il a été écrit. Mais c'est la première version, et on verra comment les choses évoluent à partir de là.

Les États du Golfe, comme les Émiratis, les Qataris, Bahreïn, les Koweïtiens, les Irakiens, vont tous finir par devoir trouver une forme d'arrangement avec les Iraniens. Et ça leur vaudra probablement quelques notes sévèrement formulées et des publications sur les réseaux sociaux de notre part, nous les Américains. Mais je pense qu'ils comprennent que toute la région est en train de changer. Et encore une fois, si nous essayons de nous y accrocher, je pense que nous finirons par en souffrir davantage à long terme. Nous devrions nous préoccuper du flux de pétrole qui sort du détroit d'Ormuz, et veiller à ce que le pétrodollar reste en vie. Mais malheureusement, nous ne raisonnons pas de manière aussi stratégique.

#Glenn

Oui, eh bien, je suppose que tout cela revient à mon point de départ : plus ça dure, plus il peut y avoir de choses qui tournent mal. Comme vous l'avez dit, les Koweïtiens pourraient eux aussi conclure un accord avec les Iraniens. Mais s'ils repoussent trop cette échéance, je me demande si les Iraniens ne pourraient pas donner leur feu vert aux Irakiens pour intervenir au Koweït et l'annexer. Encore une fois, ça paraît farfelu, peut-être... farfelu, pardon. Mais ce n'est plus impensable, à mesure que tout commence à se déliter. Et même le porte-parole iranien a fait remarquer que, lorsque des pays islamiques se détruisent les uns les autres comme ils le font aujourd'hui, le seul pays qui en profite, c'est Israël.

On voit bien comment cela pourrait devenir un argument de poids, dans cette région, pour convaincre Israël de réorganiser entièrement l'architecture de sécurité. Mais oui, je voulais vous demander, avant d'oublier : les Saoudiens ont demandé à Trump de les aider à frapper le Yémen. Vous avez dit tout à l'heure que l'Amérique l'avait déjà fait et que ça n'avait pas marché. Mais quelles seront, selon vous, les conséquences plus larges ? Les Saoudiens y voient-ils une énorme trahison ? Ou est-ce que ça n'aura pas vraiment d'impact ? Ils voient en quelque sorte les difficultés dans lesquelles se trouvent les États-Unis ? Ou est-ce que cela affecte l'architecture de sécurité de la région ?

#Joe Kent

Je pense que ça va clairement avoir un impact sur l'architecture de sécurité. Je pense que MBS, euh, espère toujours qu'on viendra le sauver, parce qu'à ses yeux, il n'a plus vraiment d'autre option. Donc il espère qu'on puisse arriver avec une sorte de solution miracle. Mais si j'étais sur place, je lui dirais simplement : « Écoute, tu nous as vus combattre les Houthis en deux mille vingt-cinq. Si on avait des renseignements cruciaux sur les cibles, qu'on pourrait te transmettre et qui feraient s'effondrer tout le dispositif, on les aurait utilisés nous-mêmes. On peut vendre davantage de bombes aux Saoudiens. On peut leur fournir davantage de ravitaillement en vol. On peut leur donner plus de renseignements sur les cibles, et ainsi de suite. »

Mais on a déjà, en quelque sorte, sorti le grand jeu contre eux, à l'époque où c'était notre seule priorité. On n'était pas en guerre avec l'Iran à ce moment-là, et malgré ça, on n'a pas vraiment réussi à conclure l'affaire. Donc, je ne sais pas vraiment. J'ai l'impression que MBS se débat un peu dans tous les sens, là. Et quand on ne pourra pas lui apporter une solution miracle, je pense qu'il va se sentir trahi. Enfin, les Saoudiens ont bien envoyé une délégation aux funérailles du Guide suprême. Donc je pense qu'ils vont dire quelque chose comme : « Écoutez, à un moment donné, on va conclure des accords avec Ansar Allah, et à un moment donné, il va falloir qu'on trouve un arrangement avec les Houthis. »

Et là encore, je pense que ça ne nous plaira pas. Je pense qu'on aura alors le sentiment d'être trahis. Mais dès lors qu'on comprendra vraiment, et qu'on intégrera pleinement que toute cette région devra continuer d'exister bien après que l'Amérique se sera lassée et finira inévitablement par partir — comme elle le fait presque toujours —, alors nous devrions les laisser régler leurs propres arrangements. Et nous devrions simplement donner la priorité à ce qui compte pour nous. Mais, là encore, nous semblons tout simplement incapables de faire ça. Et j'espère que nous y parviendrons avant qu'il n'y ait davantage de désastres et de conflits.

#Glenn

Juste une dernière question. En fait, je déteste cette question, mais avez-vous des prévisions à ce sujet ? Ce n'est pas une très bonne question, parce qu'on n'a pas de boule de cristal. Et surtout en

Asie occidentale aujourd'hui, il y a trop de variables. Trop d'acteurs, trop d'intérêts concurrents. Mais si l'on regarde dans quelle direction le rapport de force évolue, où voyez-vous que cela nous mène ? Quelle est l'issue la plus probable ? Je veux dire, on peut plus ou moins écarter l'idée d'une victoire totale de Washington, d'un retour, en gros, aux années quatre-vingt-dix. Alors, où cela nous mène-t-il, si l'on ne revient pas à l'ancien statu quo ?

#Joe Kent

Je pense qu'à très court terme, il est difficile de dire ce qui va se passer. Est-ce qu'il va y avoir une escalade drastique ? Est-ce qu'il y aura des troupes au sol, ou autre chose ? Ça, je ne le sais pas. Je pense que tout est possible. Ce que les gens devraient garder à l'esprit, c'est que certaines choses qui paraissent extravagantes... Comme vous l'avez dit, l'exemple que vous avez donné : est-ce qu'on pourrait voir les Forces de mobilisation populaire irakiennes entrer au Koweït ? Il y a six ou huit mois, les gens auraient dit : « Mais de quoi parlez-vous ? C'est absurde. » Pourtant, c'est ça, la guerre. Et cette guerre est tellement chaotique. Elle a tellement de répercussions.

Les émeutes que nous voyons actuellement en Syrie menacent al-Charaa. Elles pourraient conduire à une guerre entre les Israéliens et les Turcs, ainsi qu'à une résurgence de Daech. Toutes ces conséquences imprévues, c'est ce qui arrive quand on se lance dans de grandes guerres stratégiques comme celle-ci sans avoir vraiment tout réfléchi jusqu'au bout. Donc, oui, je pense qu'il y aura beaucoup de conséquences imprévues que les gens n'avaient pas vues venir. Mais à long terme, je pense que l'Iran va émerger, ou réémerger, selon la façon dont on veut le voir, au moins comme puissance régionale. Je pense aussi que nombre de ces différents acteurs dans la région... Ansar Allah va prendre son essor.

Nous ne pourrions pas démanteler complètement les Forces de mobilisation populaire irakiennes, ni les autres milices que nous considérons comme étant sous le contrôle de l'Iran. Je pense donc qu'une nouvelle puissance va émerger dans la région : l'Iran. Nous finirons par le reconnaître. Je ne pense pas que cette administration le fera. Je pense que cette guerre sera transmise à la prochaine administration. Elle sera, selon moi, toujours en cours. Et nous finirons, à un moment ou à un autre, par conclure un accord avec les Iraniens. Je dirais que plus tôt nous pourrions conclure cet accord, mieux ce sera pour nous, et moins cela nous coûtera en vies humaines et en ressources. Mais, à un moment donné, nous finirons par conclure un accord avec eux.

Et au bout du compte, je ne pense pas que ce soit forcément une mauvaise chose. Mais je pense que c'est là qu'on finira par arriver, tôt ou tard. Malheureusement, je pense aussi que nous avons une façon de provoquer nous-mêmes les prophéties qui se réalisent. Trump dit qu'il s'est lancé là-dedans pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire. Eh bien, dans un avenir pas si lointain, les Iraniens vont obtenir l'arme nucléaire, parce qu'ils ont essayé de devenir un État du seuil nucléaire et qu'ils ont fini par faire tuer leur Guide suprême. Les conséquences sont énormes. Donc

maintenant, je pense que la prochaine personne — ou ce gouvernement iranien actuel — va devoir s'assurer que cela ne se reproduise pas. Et la seule façon pour eux d'y parvenir, c'est de nous chasser de la région, puis d'obtenir l'arme nucléaire.

Parce qu'en ce moment, l'homme le plus malin du monde, c'est Kim Jong-un, en Corée du Nord, parce qu'il ne rencontre aucune opposition de notre part. En fait, on le félicite. On a donc dit qu'on allait les empêcher d'obtenir l'arme nucléaire. Mais à long terme, ils vont l'obtenir. Je ne pense pas que ça veuille dire que l'Iran va, vous savez, remettre l'arme nucléaire à des terroristes, et qu'on se retrouvera dans un scénario apocalyptique. Je pense qu'ils finiront simplement par être un pays doté de l'arme nucléaire, et qu'on devra faire avec. Voilà, en quelque sorte, ma prévision à long terme. À court terme, je pense simplement qu'il pourrait y avoir beaucoup plus de tensions et de chaos, dans une guerre bien plus vaste, si nous ne commençons pas à réfléchir de manière beaucoup plus pragmatique.

#Glenn

Oui, bon, la Corée du Nord, en fait, se porte très bien. Enfin, son économie se porte plutôt bien. Ils se sont fait des amis très puissants. Personne ne les embête. Leur armée acquiert une véritable expérience du combat sur le terrain. Je veux dire... Oui, bon, ça, il faudra le garder pour une autre fois. Mais concernant l'arme nucléaire iranienne, à quelle distance en sont-ils ? Parce que, vous savez, on dirait qu'ils ont une grande partie des matériaux et du savoir-faire nécessaires. Encore une fois, s'ils sont un État au seuil nucléaire, ils peuvent tout simplement développer ces armes nucléaires. Mais s'ils le font, la principale inquiétude ne serait-elle pas que leurs voisins cherchent eux aussi à acquérir des armes nucléaires ? Et ils cherchent, semble-t-il, à consolider davantage un partenariat stratégique avec les Chinois et les Russes. Cela pourrait bouleverser massivement tout cet ensemble.

#Joe Kent

S'il existe un moyen pour la Chine et la Russie d'empêcher les Iraniens d'obtenir l'arme nucléaire, par exemple en les convainquant par le soft power, alors c'est fantastique. Malheureusement, ce que la puissance militaire américaine, contre l'Iran et le reste de la région, a montré au monde, c'est que si vous n'avez pas l'arme nucléaire, à un moment donné, l'Amérique n'aimera pas ce que vous faites et viendra, en quelque sorte, changer votre régime. Je veux dire, Kadhafi a renoncé à pratiquement tout son matériel nucléaire et a dit : « Je ne veux pas que ce qui est arrivé à Saddam m'arrive. » Et qu'est-il arrivé à Kadhafi ? Vous savez, Saddam a laissé entendre certaines choses, il est resté évasif sur le fait de savoir s'il avait ou non une arme nucléaire. Regardez ce qui est arrivé à l'Irak.

Les Iraniens ont essayé de ménager la chèvre et le chou, en disant : « Nous n'avons pas d'arme nucléaire, mais nous pourrions en obtenir une. » C'est donc leur position. Et ils s'en servent pour garder une marge de manœuvre et empêcher une invasion. Eh bien, ça ne les a pas protégés. Donc, à un moment donné, je pense que les gens en Iran qui disent depuis longtemps : « Hé, on pourrait

en fabriquer une, ou deux, ou dix », vont en quelque sorte remporter le débat, à cause de notre comportement. L'ancien guide suprême que nous avons tué avait émis cette fatwa, en vigueur depuis deux mille trois ou deux mille quatre, qui les empêchait réellement de développer une arme nucléaire. Les Iraniens en ont donc la capacité. Elle a été affaiblie. Nous avons détruit leurs sites nucléaires. Mais ce sont des gens intelligents.

Ils ont des ressources naturelles. Rien ne les empêcherait d'en fabriquer une s'ils prenaient vraiment la décision de le faire. Donc, je pense qu'à ce stade, c'est quasiment inévitable. Je ne dis pas que c'est une bonne chose, mais c'est la conséquence de nos actes et de notre comportement. Et pas seulement pour l'Iran. Il y a d'autres pays, partout dans le monde, qui doivent se dire exactement la même chose en ce moment. Ils ont la même conversation que nous venons d'avoir. Ils se disent : « Regardez ce qui est arrivé à l'Iran, et regardez la Corée du Nord aujourd'hui. » Notre objectif affiché était d'empêcher des États voyous d'obtenir des armes nucléaires. Or, toutes les mesures que nous avons prises ont directement produit l'effet inverse de cet objectif affiché. Quand on y pense, c'est complètement fou.

#Glenn

Je me souviens que, il y a dix ans, je disais à mes étudiants que le message envoyé au monde était, eh bien, exactement celui que vous venez de décrire. Si vous êtes un pays qui ne se dote pas de l'arme nucléaire, si vous abandonnez votre programme, comme l'Irak ou la Libye, vous êtes détruit. En revanche, les pays qui développent cette arme en secret et qui finissent par y parvenir, comme le Pakistan ou la Corée du Nord, eux, sont en sécurité. Et envoyer ce signal à l'Iran avec une telle force, oui, c'est probablement quelque chose que nous regretterons. Oui. Mais, comme je l'ai dit, beaucoup de choses peuvent se produire maintenant. Demain, si MBS est renversé, si la Syrie s'effondre, si les États-Unis décident d'envoyer des troupes au sol au Yémen, ou si les Irakiens entrent en Syrie ou au Koweït... on a l'impression que tout peut arriver. C'est simplement que plus cette guerre dure, plus l'imprévisibilité augmente. On espérait ne pas avoir à attendre les élections de mi-mandat aux États-Unis pour commencer à conclure des accords. Enfin, merci beaucoup, comme toujours, d'avoir pris le temps.

#Joe Kent

Bien sûr. Quand vous voulez. Merci.